

Abdeslam Dahman Saïdi

Docteur-Ingénieur marocain. Professeur en énergétique à l'Institut Agronomique et vétérinaire (IAV). Secrétaire général de l'association Targa-AIDE (Association Interdisciplinaire pour le Développement et le Développement). Rabat.

Février 2022

Abdeslem - Mon nom c'est Abdeslam Dahman Saïdi. Je suis né à Tanger, au nord du Maroc et c'est là où j'ai fait mes études primaires et secondaires jusqu'au bac. Puis je suis parti terminer mes études en Belgique, où j'ai fait l'École polytechnique. Je suis de formation ingénieur en électromécanique. Par la suite, je suis rentré au Maroc travailler directement à l'Institut Agronomique comme professeur.

Habib - Professeur de quoi ?

Abdeslem - J'étais professeur en énergétique. Donc tout ce qui est électrification rurale, tout ce qui est énergies renouvelables. Parce que c'était, c'est, ma spécialité.

Habib - Et la scolarité ça se passe où ?

Abdeslem - L'école primaire, le collège, le lycée à Tanger, public.

Habib - Et pour la formation, vous faites quelle discipline dans le lycée ?

Abdeslem - En sciences, sciences expérimentales. J'ai toujours été de formation très scientifique.

Habib - C'est un choix, c'est un choix personnel, conscient ? Vous aviez déjà un plan dans votre tête ?

Abdeslem - Le plan peut-être commençait à se préciser, un peu tard. C'est à la fin du collège que les choses, en tout cas l'itinéraire professionnel, commençait à se dessiner tout doucement. Mais bon, depuis l'école primaire la vocation scientifique était très clairement prononcée, clairement établie. Donc j'ai suivi un itinéraire scientifique jusqu'au bac et ensuite je suis parti présenter un concours d'entrée à une école polytechnique que j'ai réussi. Donc j'ai fait mes études. Et après le diplôme d'ingénieur, j'ai fait une thèse de doctorat en énergétique.

Habib - Toujours en Belgique.

Abdeslem - Toujours en Belgique. Alors pour la thèse de doctorat j'étais déjà recruté à l'Institut Agronomique.

Habib - Vous êtes maître assistant depuis quand ? A partir de quand vous êtes recruté ?

Abdeslem - Je suis recruté en 1980.

Habib - Et la thèse soutenue en quelle année ?

Abdeslem - Quatre ans, cinq ans plus tard.

Habib - Polytechnique ce sont les génies et un peu l'élite très sélectionnée. Peu de gens font Polytechnique. Et là vous tombez à l'IAV ! Enfin « tomber » je ne sais pas, ce n'était pas un jugement de valeur.

Abdeslem - Non c'est un choix. C'est un choix très clair. Parce qu'en arrivant au Maroc, j'ai postulé à deux endroits. J'ai postulé à l'école Mohammadia des ingénieurs qui est juste à côté, qui forme effectivement des ingénieurs, ce qui était beaucoup plus dans le profil que j'avais. Et puis il y avait l'Institut Agronomique qui était très décalé par rapport à ma formation puisque c'est de l'agronomie.

Et donc quand j'ai postulé, j'ai été accepté dans les deux. Et donc à un moment donné, peut être pendant 2 ou 3 jours, j'ai commencé à réfléchir de quel côté j'allais aller. Et je suis allé à l'Institut Agronomique parce que c'était à l'époque très renommé comme étant une structure qui travaillait beaucoup sur le développement.

Et c'est déjà ça qui m'intéressait, qui m'intéressait très fort, c'était le développement. Et puis l'Institut Agronomique créait un département, qui s'appelait le département de machinisme. Donc la mécanisation, tout ce qui est vraiment l'ingénierie, disons le rural. Et donc j'ai opté pour cette voie-là. Mais ce qui m'attirait le plus c'est effectivement de contribuer au développement rural, dès le départ.

Habib - Comme ça, je n'y ai pas pensé avant mais j'ai envie juste de vous demander, c'est quoi le développement, pour vous ?

Abdeslem - Le développement rural, c'était de faire des actions précises et concrètes pour améliorer les conditions de vie de la population qui vit dans le milieu rural. Parce qu'au Maroc, maintenant ça se voit encore un peu, mais il y a 40 ans le décalage entre le milieu urbain au Maroc, et surtout par exemple des villes comme Tanger, Rabat, Casablanca qui étaient pratiquement aux standards Européens, et les montagnes où les gens vivaient dans une autre époque était énorme.

C'est ça qui m'intéressait. C'était vraiment d'essayer de faire des actions concrètes qui pourraient améliorer les conditions de vie et de revenus. Voilà, dès le départ, ça, c'est vraiment quelque chose de très, très, très conscient. Je pense que c'est une prise de conscience très politique parce que pendant mes études, j'étais très engagé politiquement à l'UNEM, à l'Union Nationale des Etudiants du Maroc et donc j'avais une vision un peu idéale de militantisme, des changements.

Donc c'était vraiment clairement un engagement, je dirais personnel et politique.

Habib - Et donc j'imagine que c'est pour ce projet-là, projet, vision, que vous êtes rentré, parce que vous auriez pu facilement rester en Belgique ou en Europe en tout cas.

Abdeslem - Non. J'avais des propositions pour rester en Belgique et en Europe. Par exemple dès la fin de mes études j'ai reçu une proposition de recrutement par Schlumberger qui est une société allemande très connue. Mais j'ai refusé immédiatement parce que pour

moi, c'était très clair qu'il fallait faire quelque chose au pays. Et ça, c'est vraiment le prolongement de mon engagement politique très progressiste quand j'étais étudiant en Belgique.

Habib - Et ça le reste encore, j'imagine.

Abdeslem - Ça a pris une autre forme, c'est toujours dans le même prolongement, je suis resté dans cette logique. Sauf que ce n'est plus un changement révolutionnaire brutal. Mais c'est un changement quand même. C'est à dire que j'essaie au maximum, dans ce qui est possible, d'apporter des changements à l'échelle nationale ou changer les conditions de vie de populations, comprendre un petit peu les problèmes de développement et agir là-dessus.

Habib - Et l'IAV, c'était aussi parce que vous saviez que vous avez des possibilités d'agir dans ce sens-là ?

Abdeslem - J'ai connu d'une façon pas personnelle, mais à travers les écrits, un personnage, et je pense que vous en avez souvent entendu parler, c'est Paul Pascon. J'ai lu ses textes et tout et quand je suis rentré, je savais qu'il travaillait à l'Institut. Et c'est parmi les choses qui m'ont attiré très rapidement parce que dès que j'ai commencé à travailler avec l'Institut j'ai rejoint l'équipe de Paul Pascon, dès 1983.

En 1983, j'ai commencé à travailler avec lui sur le projet de la Mauritanie. On était trois à travailler sur ce projet, Paul Pascon, Ahmed Arif et moi-même, et par un hasard malheureux, Arif et Pascon sont morts dans un accident où normalement j'étais censé être avec eux, mais j'étais en Allemagne. Après cet épisode-là, j'ai continué à assurer la gestion des projets en Mauritanie.

A partir de ce moment-là une nouvelle équipe s'est reconstituée. Donc moi comme responsable du projet, il y avait Mohamed Tozy, Mohamed Mahdi aussi a participé à tout ça. Donc toute une équipe qui s'est reconstituée et qui a prolongé le travail que Paul avait commencé.

Habib - Et l'expérience mauritanienne, qu'est-ce que vous en reprenez aujourd'hui ?

Abdeslem - Une grande aventure, une véritable aventure. Parce que les conditions étaient très difficiles. Et en même temps, c'était un grand défi, un sentiment de se défier soi-même, un défi même par rapport au pays. C'est à dire de pouvoir montrer qu'un pays comme le Maroc, qui était en voie de développement à l'époque, pouvait aussi faire de la coopération Sud-Sud.

Et d'être partenaire avec des organismes internationaux comme la FAO. C'était vraiment un défi. D'ailleurs, Paul le considérait aussi comme un défi. Donc c'est un prolongement justement de cette notion de défi qui a continué, sachant que c'est vraiment une grande aventure dans le sens dangereux du terme.

Parce qu'après on est allés au Mali. Et au Mali, c'était le début de la révolution tamasheq et on était dans des conditions peut être qu'on ne réalisait pas. Enfin si, on réalisait mais ça faisait partie de l'aventure. Et on est aussi allés au Tchad, à cette époque-là, pratiquement au milieu de la révolution de Hissène Habré où il y avait des jeunes de 10 ans 12 ans qui se promenaient avec des lance-roquettes. On les croisait et on ne se rendait pas compte.

Ce n'est pas qu'on ne se rendait pas compte, mais on acceptait le risque. Donc voilà, cet

épisode de l'Afrique subsaharienne, la Mauritanie, le Mali. On est beaucoup allés au Niger, on est allés en Gambie. C'est le prolongement d'une action qui a été initiée par Paul Pascon.

Habib - Au Maroc vous faites quoi ? Vous faisiez quoi à ce moment-là ?

Abdeslem - Les choses ont commencé justement autour de Paul, parce que Paul Pascon, à l'époque, avait créé en 1983 cette fameuse direction du développement rural, la DDR. Il y avait une équipe de chercheurs. Moi, j'étais prof dans un autre département, mais je contribuais, je participais. Après son décès cette direction a continué dans le prolongement de ce qu'il avait initié jusqu'à assez tard.

Presque une dizaine d'années, jusqu'au milieu des années 90 où la DDR a eu beaucoup de problèmes à continuer parce que la règle de fonctionnement de la DDR a changé sous la pression du ministère de la Finance. Beaucoup de choses que la direction de développement faisait avant ont été bloquées par le ministère de l'Intérieur, notamment l'utilisation de l'argent des projets. À un moment donné, il n'y avait plus possibilité ni de recruter ni d'acheter des équipements, et donc continuer l'action des projets était devenu très difficile et c'est de là qu'il y a eu la naissance de l'idée d'une association indépendante.

Habib - Avant de, on va y arriver à l'association, parce que c'est effectivement une expérience fondamentale je crois. A votre avis, la raison principale des blocages, de la part des ministères ou du ministère de l'Intérieur n'importe, c'était strictement politique ou il y avait quelque chose d'autre ?

Abdeslem - Il y a deux facteurs. Le premier c'est que cette activité de projets, dans les années 80 jusqu'au milieu des années 1990, était extrêmement rare dans les structures de formation. Dans les institutions de formation il y avait très peu d'équipes qui faisaient vraiment ce qu'on appelait la « recherche action ». La DDR a créé une innovation qui était très importante, c'est de faire des contrats avec des partenaires internationaux pour mener des projets.

Et donc ils avaient des recettes en dehors de celles de l'Etat et ça a pris de l'ampleur. C'est devenu extrêmement important et ça a englobé beaucoup d'enseignants chercheurs. C'est devenu une activité extrêmement visible et très importante où il y avait beaucoup d'équipements, beaucoup de véhicules achetés, beaucoup de choses. Je ne pense pas qu'il y ait eu beaucoup d'abus, mais en tout cas ça a donné beaucoup de visibilité. En plus de ça l'école Mohammadia et les autres institutions de formation ont commencé à développer cette activité de projet.

Le ministère des Finances, quand ça a pris de l'ampleur, a commencé à réglementer. Ils ont créé des instruments spécifiques, ce qu'on appelle les « segma-s », pour gérer cette partie-là, mais surtout voir comment elle pouvait être intégrée partiellement dans le financement. Ça a quand même bloqué l'élan qui était celui de l'Institut Agronomique.

Habib - D'accord, pendant toute cette expérience avec Paul Pascon et après Paul Pascon avec ceux qui ont suivi après, est-ce que vous vous aviez en tête vous-même et l'équipe, l'impression de créer un nouveau modèle de développement ? Est-ce que vous aviez cette prétention-là ?

Abdeslem - Ah oui, oui, oui. Je peux montrer des écrits qui datent du début des années 80. On ne parlait en fait pas de cette façon-là, on parlait d'infléchir les politiques publiques. C'est ça en fait le terme qu'on utilisait, c'est à dire qu'on faisait de la recherche action pour essayer

d'infléchir les politiques publiques qu'on ne trouvait pas efficaces, pas suffisamment participatives.

Ce n'est pas un modèle de développement, mais c'est quand même agir sur, changer la manière de mener le développement au Maroc. Et donc déjà en 93 une bonne partie de l'équipe de l'Institut Agronomique a commencé à écrire une première stratégie de développement rural, sollicitée par le ministre de l'Équipement, qui est devenu ministre de l'Agriculture, Abdelaziz Meziane Belfkih

Il y a eu une grande réflexion dans cette équipe de la DDR avec la direction de l'Institut pour proposer une première stratégie de développement durable en 93, puis pratiquement sept ans plus tard, c'est le ministère de l'Agriculture qui s'est emparé de cette idée et qui a effectivement mené la stratégie 20-20. Ils ont écrit une vision stratégique de développement rural au Maroc à l'horizon de 2020. C'était vraiment le premier écrit très officiel. Mais avant ça, c'est quand même en 93 qu'il y a eu la première stratégie de développement.

Habib - Qui a été écrite par ...

Abdeslem - Par toute une équipe qui travaillait avec Paul Pascon, donc la DDR.

Habib - S'il y avait à retenir de cette stratégie un ou deux axes principaux. En gros quels sont les deux ou peut-être plus, orientations principales ?

Abdeslem - La première, on prônait des principes fondamentaux à respecter, c'est à dire tout ce qui est l'implication et la participation des populations. Les diagnostics approfondis. Travailler sur l'unité de vie des populations rurales, pas uniquement au niveau des communes. Mais c'est la première fois.

Mais l'idée aussi très importante, c'est l'intégration. C'est à dire avoir une vision intégrée mais pas sectorielle. Comment est-ce qu'on peut avoir une vision intégrée pour qu'il y ait plus de synergie entre les différents intervenants et qu'on puisse mener une action beaucoup plus efficace ? Construire l'école là où il y a la route mais pas mettre une école isolée, avoir une vision un peu plus intégrée.

Par exemple, l'électrification, c'est un moteur de développement. Le Maroc à l'époque était très en retard en termes d'électrification rurale, on était à 19 % de ménages ruraux qui étaient électrifiés.

Habib - En 93 en gros ?

Abdeslem - Jusqu'à 95. C'est une date extrêmement importante pour le Maroc, parce qu'à partir de 95 il y a eu énormément de programmes de développement d'une envergure extrêmement importante, dont ce qu'on appelle le PERG, programme d'électrification rurale globale. Ça a été conçu en 93, démarré en 95. Le PAGER, l'eau potable, la généralisation de l'eau potable, c'est la même chose. Conçue en 93, démarrée en 95. Il y a aussi le PNR, c'est à dire le programme national des routes et des pistes rurales.

Ce sont tous des programmes d'envergure nationale, parce qu'on disait que le Maroc, surtout le rural, avait accusé un retard monumental en termes d'infrastructures, d'accès aux services publics de base, etc. et qu'il fallait vraiment faire quelque chose assez vite

Habib - Cet écart a été réduit ?

Abdeslem - Il est en train d'être réduit, oui. Ce n'est pas suffisant. C'est clair. Mais on est loin de la situation des années 1980. En tout cas depuis 95 jusqu'à maintenant il y a eu énormément d'efforts, mais je dirais qu'on aurait pu faire mieux.

Habib - Est-ce que vous avez participé à la documentation de cette expérience considérable ? Par l'écrit, par d'autres moyens.

Abdeslem - Oui. J'ai beaucoup participé par exemple au programme d'électrification rurale, parce que c'était mon domaine et j'étais très proche de l'ONE. Et avec un directeur qui était extrêmement dynamique et maintenant devenu un grand ami, Driss Benhima, à l'époque il était directeur de l'ONE et moi j'étais professeur d'électrification rurale. Donc bien sûr que j'ai écrit. J'ai même eu des confrontations publiques à travers des séminaires où on était complètement opposés. Par exemple, ce projet de PERG, avait la prétention, je dis bien la prétention, d'être un projet participatif, mais cette notion de participation était essentiellement financière. C'est-à-dire la population participe, mais on ne sait pas ce qu'ils payent.

En fait, les associations s'inscrivaient et c'était ça la participation. La participation c'est autre chose, ce n'est pas ça ! C'est d'écouter, c'est de se concerter et ce n'est pas simplement de réunir les gens pour qu'ils participent financièrement et payer et s'endetter.

Et puis j'ai écrit des articles. Il y a un article que j'ai écrit en 99. J'étais rédacteur en chef d'une revue énergétique parce que j'étais dans l'Institut de la Francophonie d'Énergie au Canada. J'étais membre du Conseil d'orientation et donc j'ai fait des articles sur une critique de fond de la politique de l'électrification au Maroc. Par la suite, j'ai eu l'occasion de faire l'évaluation. Et donc voilà, non, j'étais vraiment très près de tous ces politiques publiques. Pas toujours écouté bien sûr, loin de là.

Habib - Mais consulté parfois ?

Abdeslem - Oui, j'étais très consulté mais en même temps, parallèlement à mon activité de professeur, j'étais dans des instances internationales, je travaillais beaucoup à la FAO, j'étais à l'OIF, j'étais membre du conseil d'orientation de l'Institut de l'Energie de l'OIF depuis 98. J'étais pendant très longtemps membre du conseil d'orientation et donc ce sont des tribunes extrêmement importantes parce que ça permet de parler partout, au Vietnam, en Argentine, donc ce sont vraiment des endroits où on peut s'exprimer et donner son opinion.

Habib - Avant de passer à TARGA, j'avais deux autres questions, l'une assez importante et l'autre juste comme ça, pour savoir. La plus importante, vous étiez étudiant, ici et à l'étranger, après jeune chercheur, est-ce qu'il y a des chercheurs connus, ou des théoriciens en économie ou en développement ou autre, qui vous ont influencé ? Est-ce que vous en avez croisés par écrit ou physiquement. Est-ce que vous avez été influencé ?

Abdeslem - Oui, bien sûr. D'abord, quelqu'un qui a marqué beaucoup mon itinéraire, c'est un prof que j'ai eu quand j'étais étudiant en Belgique, qui s'appelle Jacques Bougard. A l'époque, il faut imaginer. C'était dans les années 70, quand j'étais étudiant. Très peu de gens s'intéressaient aux énergies renouvelables. Mais, moi, j'ai fait ma thèse sur les énergies renouvelables et ce prof était un prof justement sur les énergies renouvelables.

En fait, la matière de base, c'est la thermodynamique. Mais la thermodynamique aboutit justement vers cette spécialité. Et donc, je crois que c'est quelqu'un qui a beaucoup influencé mon itinéraire, ma trajectoire, oui. J'étais très proche de lui.

Habib - Et il y a eu l'économie dans votre formation ?

Abdeslem - J'ai eu une formation en économie bien sûr, en tant qu'ingénieur mais ce n'était pas vraiment quelque chose qui était centré sur mes compétences.

Habib - La deuxième question plus simple, mais juste par curiosité, comment s'est passé le contact entre l'urbain de Tanger, de Belgique et ainsi de suite, et le milieu rural ?

Abdeslem - Alors justement, je ne suis pas du tout rural, je suis né à Tanger, je suis un citadin et à l'époque quand j'étais jeune, je connaissais à peine le Maroc. Je ne sais pas si vous connaissez un peu l'histoire du Maroc, Tanger est une ville internationale, vous savez quand il fait beau on voit l'Espagne comme si c'était juste une petite rivière. Les Tangérois ont tous le regard orienté vers l'Europe, pas vers le Maroc. Et en fait, la première fois que je j'ai voyagé vers l'intérieur du Maroc, c'est très tard, c'est au moment du bac. Sinon, mon environnement, c'était Tanger, autour de Tanger...

Mais c'est une conscience d'abord. Ce n'est pas vraiment un contact comme vous dites. D'abord, c'est une compréhension, beaucoup de lecture sur la situation du Maroc. Quand j'étais étudiant, je m'intéressais beaucoup et je pense que l'UNEM, l'Union Nationale des Etudiants du Maroc, est une très bonne école. C'est une école politique. Mais en même temps, par confrontation avec les autres, par contact, on apprend beaucoup de choses.

J'ai beaucoup appris sur la situation du Maroc, justement dans cette période-là, parce que j'écoutais, je lisais. Alors qu'avant, quand j'étais étudiant, pas du tout. Quand j'étais élève au lycée, ce n'était pas du tout le cas. Alors la première chose, je suis revenu avec un ami, un Belge, et on a fait le tour du Maroc en stop pendant deux mois. Et ça, c'est vraiment une immersion. C'est la première fois que je voyageais en stop. Un voyage très difficile. Je suis parti de Tanger par la partie nord mais je suis rentré par la partie sud. C'est à dire que j'ai vraiment fait pendant presque deux mois un tour complet du Maroc et je suis allé dans la partie désertique. C'est vraiment un peu comme une sorte de baptême. Donc c'est là où j'ai vu le Maroc, c'est là où j'ai rencontré et j'ai vu le Maroc profond que je ne connaissais absolument pas.

Habib - TARGA. Qu'est-ce que vous êtes venus faire ici ?

Abdeslem - TARGA c'était dans le prolongement naturel de ce que je faisais comme activité à la DDR. C'était au moment où la situation est devenue difficile, qu'on n'avait pas la même liberté de faire avec très peu de ressources ce qu'on faisait des années 80 jusqu'au milieu des années 90, que l'idée de créer une association a été mise sur la table.

En fait, le premier qui a mis cette idée sur la table, c'est notre partenaire. À l'époque, on travaillait beaucoup avec l'Autriche. C'est un pays très particulier en termes de coopération, c'est à dire qu'ils ont une façon de faire une coopération pas du tout officielle à travers les ministères mais beaucoup plus avec les associations.

On a commencé à travailler avec les Autrichiens depuis 1991 à la DDR. Eux aussi ont vu que les choses se compliquaient avec le temps et c'est ces partenaires autrichiens qui ont proposé pour la première fois de créer une association, une ONG. A cette époque, Sedrati était directeur de l'institut.

Je lui avais soumis cette idée et il m'a dit pourquoi pas ? D'autant plus que lui, il était à la fin de son mandat. Et à l'occasion d'un voyage en Autriche avec Sedrati, invités par nos

partenaires, on a eu une discussion officielle pour créer une association à l'intérieur de l'Institut Agronomique et que cette association qui s'appellerait TARGA serait une valeur ajoutée à l'Institut Agronomique.

Parce que comme les projets arrivaient à terme, on pouvait créer une structure officielle, institutionnelle, claire et qui réponde à tous les critères de comptabilité, de la reddition des comptes, de contrôle, d'audit, et qui fonctionnerait au sein de l'institut comme ça se passait ailleurs.

L'idée au départ c'était ça avec l'objectif éventuellement de créer un centre. Et on avait même le financement pour ça, un centre qui s'appellerait le centre de recherche Paul Pascon. Donc on a créé une association et on a pris le nom de TARGA.

Habib - TARGA c'est ?

Abdeslem - TARGA signifie seguia, la rigole d'eau.

Au moment de la création, en 98, TARGA était à l'intérieur de l'Institut mais elle gérait beaucoup de projets en collaboration avec l'Institut Agronomique. Donc c'était vraiment une sorte de dualité, qui était acceptée par la direction, mais ça n'a pas duré longtemps. Ça a duré peut-être trois ou quatre ans et là, on devait se séparer. Séparer en tout cas nos activités.

Habib - Oui. Et vos finances.

Abdeslem - Et c'est surtout les finances, les activités et les finances. Mettre une marque claire entre ce que fait l'institut comme projets et ce que fait TARGA comme projets.

Habib - Et le personnel pouvait être rattaché aux deux ?

Abdeslem - Alors les salariés non, justement, au départ, les salariés étaient recrutés par l'Institut Agronomique et là ils ont été transférés sur TARGA.

Habib - Et pour les enseignants ?

Abdeslem - Les enseignants, il n'y a pas de problème. Les enseignants continuent à travailler, bien sûr pas à plein temps mais à temps partiel, soit comme consultants soit directement comme chercheurs. C'était une structure de recherche beaucoup aussi. TARGA, c'est vraiment une structure de recherche.

Habib - En recherche et développement ?

Abdeslem - Recherche et développement. On a l'esprit de l'innovation, l'esprit de recherche et tout cela est très important.

Habib - Avec la recherche en sciences sociales aussi ?

Abdeslem - Oui, tout à fait. Il y a toute une équipe de sciences sociales qui travaille au sein de TARGA. TARGA héberge une structure de sciences sociales ici.

Habib - Et vous recevez des doctorants, des doctorants ou des étudiants en master ?

Abdeslem - Tout à fait. Nous avons financé des bourses, des chercheurs, des thésards, de ses propres fonds TARGA a financé des gens qui travaillaient sur des sujets extrêmement intéressants en sciences sociales et donc octroyé des bourses mensuelles.

Habib - Et pardon pour cette question. Mais le financement de TARGA, ça vient d'où ?

Abdeslem - Ce sont des contrats, des conventions qu'on établit avec des partenaires. Donc au départ, en 98 c'était essentiellement l'Autriche qui a commencé à transférer son activité au sein de TARGA. De 98 jusqu'en 2004, l'essentiel des financements de TARGA provenaient de la coopération internationale. C'étaient des bailleurs de fonds étrangers. Il y avait la Suisse, il y avait l'Autriche.

Habib - Quand on dit la Suisse, l'Autriche et tout ça, ce sont les Etats ?

Abdeslem - Oui absolument. C'est par le ministère de la Coopération là-bas, le développement et la coopération, en Suisse, en Autriche, en Espagne, etc. On avait des contrats, sur un projet précis, clair, à réaliser avec bien sûr des livrables et ils finançaient. De 98 à 2004, je dirais que 95 % des ressources financières de TARGA étaient de cette origine-là, c'est à dire une coopération. A peu près 5 % étaient d'organismes au niveau Marocain, mais l'enveloppe ou le budget de TARGA entre 98 et 2004 était relativement faible. Il y avait quand même entre 20 et 30 personnes recrutées.

À partir de 2004, surtout 2005, les choses commencent à s'inverser. C'est à partir de 2004-2005, avec l'avènement de l'INDH et le développement à une échelle importante au Maroc, développement humain et développement durable, que TARGA a commencé à avoir des accords et des conventions avec des organismes Marocains

Habib - Publics ?

Abdeslem - Publics, oui, tout à fait. Et puis cette demande a commencé à augmenter et à l'heure actuelle, on est exactement à l'inverse de notre point de départ. C'est à dire qu'on est pratiquement à 95 % d'un financement Marocain contre 5 % de financement international. Donc quand même, ça montre un changement extrêmement important.

Habib - Ça, c'était accidentel ou c'était une stratégie ?

Abdeslem - Si c'était une stratégie pour nous ? Oui. TARGA organise tous les dix ans une sorte d'enclave stratégique, les membres fondateurs - le bureau - se retirent pendant trois jours et commencent à réfléchir sur une vision stratégique. Le premier qu'on a fait, c'était en 2006. Si vous lisez ce document stratégique, c'est exactement ça.

C'est une vision très claire qu'il fallait effectivement diversifier nos partenaires mais surtout marocaniser le financement et je dirais le lier au contexte national, aux organismes au niveau national.

Habib - Et les relations de TARGA avec l'Etat, le ministère, quel genre de relations vous avez aujourd'hui ?

Abdeslem - Aujourd'hui, je pense qu'on est arrivés à une relation très particulière, c'est à dire que dans le paysage marocain, TARGA commence à être un organisme extrêmement connu et apprécié. Bien qu'on soit très discret, on parle beaucoup de choses. Mais nous avons des relations extrêmement importantes avec beaucoup de départements ministériels

qui accordent un crédit de confiance aux travaux de TARGA. Parce qu'on essaie vraiment d'être honnêtes, précis, mais aussi d'avoir une démarche très scientifique et de ne pas du tout jouer un jeu quelconque.

C'est vraiment la vérité et les données scientifiques qui guident notre position et notre réflexion. On n'a jamais joué le jeu de quelque chose de préétabli. Pourtant, il y a eu des tentatives, mais on a toujours refusé. En fait, c'est prouvé par les écrits, par des publications, par les diagnostics, par tout ce qu'on produit. C'est à dire qu'il y a une traçabilité.

Alors il y a aussi une démarche scientifique. Par exemple, actuellement, nous travaillons sur un programme considérable. Nous accompagnons le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Agriculture sur un programme de réduction des disparités entre le milieu rural et le milieu urbain.

Il y a énormément de décalage, surtout en termes d'accès aux services publics. Ce qu'on fait nous, c'est proposer de produire des outils d'aide à la décision. C'est à dire que ce que peut faire TARGA et ce qu'il maîtrise très bien, c'est par exemple faire des enquêtes techniques et scientifiques de terrain, de créer des bases de données, d'avoir un diagnostic de la réalité, mais vraiment de proximité, c'est à dire douar par douar, et à partir de ce moment-là on sort des indicateurs qui vont pouvoir mesurer le niveau des disparités de chaque endroit au Maroc.

Et ça nous permet aussi d'avoir des cartes vérifiables, parce que ces données sont accessibles, une fois qu'on les a produites. Quand on dit par exemple tel endroit présente un déficit énorme, on présente les résultats, ce sont vraiment des choses mesurables, vérifiables, que les gens peuvent aller vérifier sur place. Et donc à partir de ce moment-là, on a produit des cartes où finalement on a classé chaque localité au Maroc. Et quand je parle de chaque localité, c'est à dire les douars. Au Maroc il y a 33000 douars et 14000 sous-douars, les lieux de vie en milieu rural c'est 47 000 lieux qui ont été tous enquêtés.

Habib - Par TARGA ?

Abdeslem - Par TARGA. Ils sont tous affectés d'indicateurs. Dans chaque douar au Maroc, je peux vous dire quelle est la distance de ce douar à l'école la plus proche. Je peux vous dire pour chaque douar quelle est la distance qui le sépare du centre de santé. La route. Est-ce que c'est une route goudronnée ou une piste ? Quel est son état, c'est à dire la praticabilité de cette route ? Est ce qu'elle est bonne, ou n'est pas bonne ?

Chaque douar au Maroc est affecté de 20 à 25 indicateurs. À partir du moment où vous avez une technique et une façon de faire, vous pourriez effectivement analyser ces indicateurs et mieux cibler l'action.

C'est ça qu'on appelle un outil d'aide à la décision. Et en fait, ce qui s'est avéré, c'est que ça manquait parce que l'élu et l'autorité ont besoin de ces instruments parce que ça leur permet de faire de l'arbitrage. Quand ils n'ont pas ces instruments-là ils sont soumis à la pression des élus, à la pression de celui qui crie le plus fort. Quand ils disposent de ces outils qui sont vérifiables sur le terrain, bien ça permet effectivement de faire de l'arbitrage et de faire un meilleur ciblage de l'investissement de l'Etat.

Habib - Est-ce que vous répondez aux appels de l'Etat ou est-ce que vous initiez vos propres projets ?

Abdeslem - Les deux. Là, on nous propose un projet qui travaille sur la réduction des disparités. C'est exactement ça à l'origine, c'est une opportunité pour faire un travail correct et effectivement essayer d'agir, ce que je vous ai dit tout à l'heure, infléchir et de dire par exemple, avec l'argent que vous avez, voilà les endroits prioritaires pour avoir un effet, si vous voulez un impact beaucoup plus important parce que c'est là où il y a effectivement des problèmes.

C'est vraiment guider, orienter, en tout cas donner des outils d'aide à la décision, à l'Etat. Ça c'est une chose qui était venue du départ du ministère, mais ça n'empêche que TARGA elle-même peut faire des travaux qu'on juge nous importants et qu'on peut effectivement produire et proposer comme action, soit à l'Etat soit à d'autres.

Habib - Si je devais essayer de trouver la différence, pour que les choses soient plus claires, pour mieux présenter TARGA, qu'est-ce qui fait une différence entre TARGA et un bon bureau d'étude ?

Abdeslem - D'abord l'absence de recherche de profit. Evidemment il y a une grande équipe, nous sommes correctement payés. Mais on ne mesure pas notre temps, je vous assure. Vraiment, quand il s'agit de faire les choses on le fait, même si ça doit prendre 3 à 4 fois le temps nécessaire, on le fait. Parce que l'objectif, c'est réellement d'aboutir à un résultat.

Donc on n'est pas dans une gestion de laisser un bénéfice ou de laisser de l'argent. Parce qu'en plus de ça, on travaille uniquement avec les vraies charges, on ne facture pas. On rend compte, on donne un dossier de dépenses, on ne facture pas. C'est une association qui répond aux charges réelles de l'action. Ça c'est une chose. Je pense qu'il y a aussi une culture scientifique de chercheurs, mais pas le chercheur qui réfléchit dans son coin, c'est vraiment de la recherche action.

Il faut vraiment agir sur le réel et c'est ce qu'on a appelé d'ailleurs depuis longtemps, le terme c'était de la pédagogie du réel. Le bureau d'étude, quand il arrive au terme de ses financements, il ne peut pas aller plus loin et donc il essaye aussi d'optimiser. Il y a cette notion de rentabilité qui crée une différence extrêmement importante. Moi je suis persuadé de ça.

Habib - Pas forcément dans le discours. Vous n'avez pas un discours précis, alors qu'un bureau d'études, c'est « neutre ». Ça veut dire libéral. En gros, quand on est neutre, on est plutôt libéral.

Abdeslem - Plutôt oui. Non, non. Derrière TARGA, il y a quand même une doctrine. Et bien sûr, il y a une position. Les fondamentaux de TARGA c'est quand même extrêmement important, c'est le développement participatif, c'est un développement durable, qui respecte à la fois la nature et l'homme.

Donc ça veut dire si ça sort de ces principes, on ne le fait pas, on ne peut pas le faire. C'est clair. Un bureau d'étude peut répondre à n'importe quelle demande. Mais nous non, certaines choses, on peut les refuser.

Je donne un exemple mais je ne cite personne. En 2005, TARGA s'est engagée dans une étude sociologique extrêmement approfondie sur le cannabis, dans le nord du Maroc. Et en 2005, c'était quelque chose qui n'était même pas reconnu verbalement par le Maroc, mais c'était un moment charnière où il y a eu un changement. Le Maroc a établi une convention avec l'ONUDC - organisme des Nations Unies chargé des drogues - pour essayer de

comprendre l'ampleur du phénomène. Quels sont les revenus des gens, ça touche quelle zone ? Quelles ont été les mutations sociologiques que le cannabis illicite, disons une activité illicite, a généré dans la société rurale ? Et c'est l'Agence du Nord du Maroc qui était chargée de cette étude qui a sollicité TARGA.

On est parti investir le terrain. Une grosse enquête avec les producteurs de cannabis, sur les revenus mais beaucoup plus sur la consommation, et on essaie de retrouver, pas combien vous gagnez, mais combien vous consommez et qu'est-ce que vous épargnez. Ça a été fait, on a publié des rapports. Le premier rapport, d'ailleurs il est sur internet vous pouvez le voir, a montré que les mutations sont extrêmement profondes, que ça touchait même la religion, c'est-à-dire que les imams dans cette région arrivent à changer la vision de la religion pour accepter le cannabis parce que c'est de ça qu'ils vivent, au lieu d'être de dire non c'est interdit ou ce n'est pas bien ou alors c'est déconseillé. Ils arrivent même à expliquer la nécessité de cette culture parce qu'ils vivent dedans. Tout ça, c'est écrit.

Tout dernièrement, et il y a un changement au Maroc on veut maintenant intégrer le cannabis comme étant légal. Ce changement extrêmement important est probablement lancé par un parti particulier qui est venu solliciter TARGA parce qu'il a vu qu'on avait fait l'étude, qu'on avait de l'expérience donc ils sont venus d'une façon officielle

Habib - Un parti, juste pour préciser, un parti politique ?

Abdeslem - Oui, un parti politique. Qui proposait à TARGA d'être financé pour faire une enquête de cannabis, dix ans plus tard, parce qu'ils préparaient éventuellement un dossier pour le rendre légal. Au départ, on a dit on veut bien le faire, mais ça ne veut pas dire qu'on va dire ou encourager pour que ça soit légal. Il a dit non, il ne faut pas arriver à une conclusion contraire. Et donc comme ce n'était pas clair ce qu'ils attendaient de nous, on a dû refuser de s'engager dans une voie pareille, alors que c'est quand même quelque chose sur lequel on a beaucoup investi. Ça aurait été vraiment extraordinaire de retrouver les mêmes endroits, les mêmes personnes pour voir en dix ans quelles sont les mutations, que ce soit au niveau social que ça soit au niveau par exemple des revenus.

Ça, c'est quelque chose qu'on a rejeté tout de suite, une conditionnalité pas très clairement déclarée, mais quand même implicite.

Habib - Le polytechnicien est heureux ? Je ne parle pas de la vie privée, ça c'est autre chose.

Abdeslem - Je pense. Je pense qu'il y a une sorte de cohérence. Je trouve quand même qu'il y a une sorte de cohérence depuis les idées très idéalistes d'un jeune adolescent de 18 ans et de quelqu'un qui est maintenant pratiquement en fin de carrière. Il y a une certaine cohérence.

Habib - Vous avez été utile, vous avez l'impression d'être utile ?

Abdeslem - Pas tout non, je veux dire pas complètement, peut-être pas au point de ce que j'aurais souhaité. Mais maintenant, il y a eu des choses qui ont été faites, qui sont pas mal. J'aurais bien sûr souhaité avoir un impact beaucoup plus important, j'espère que TARGA va continuer.

Habib - TARGA est utile ?

Abdeslem - Je crois que oui, absolument. Je suis persuadé que c'est très utile, s'ils continuent dans la même lancée, dans la même façon de faire les choses, c'est à dire d'apporter des réponses scientifiques, de rester indépendant même si on travaille avec des organismes, comme vous le dites, je suis tout à fait d'accord. Même au Maroc, ça fait un peu sursauter de dire qu'on travaille avec un organisme de l'Etat, surtout avec le ministère de l'Intérieur.

Habib - Je pense que même en France, il y a beaucoup d'associations qui ne diraient jamais qu'elles travaillent avec le ministère de l'Intérieur.

Abdeslem - Oui, mais ici au Maroc, le ministère de l'Intérieur, il y a deux choses extrêmement séparées. Il y a la partie autoritaire, mais aussi maintenant le ministère de l'Intérieur est parmi les ministères qui font le plus de développement. D'ailleurs, ça a toujours été. C'est peut-être une malformation d'un ministère, mais en tout cas, le ministère de l'Intérieur travaille dans tous les secteurs de développement essentiels, que ça soit la voirie, ils ont un département de l'eau, de l'assainissement.

Donc vraiment, tous les aspects de développement se trouvent dans cette partie du ministère. Sachant que par exemple la notion du préfet et du wali ou des gouverneurs sont extrêmement différentes entre la France et ici. Donc peut-être que l'impact ici est beaucoup plus important qu'en France.

Habib - Je pense avoir oublié beaucoup de questions, je sais que votre temps est limité. J'en ai quand même une dernière. Est-ce que la vision du développement, je vous ai interrogé sur la vision de développement que vous aviez au début de votre carrière en rentrant. Est-ce qu'aujourd'hui, est-ce que vous avez une vision du développement, ce que devrait être le développement aujourd'hui en 2022, avec votre expérience, votre recul, votre évolution ?

Abdeslem - Oui, en fait notre action était beaucoup plus sur le territoire, sur les infrastructures, sur l'accès aux services publics, mais tout dernièrement, il y a eu ce travail de nouveaux modèles de développement. Vous êtes au courant, qui a été mené avec Tozy, mais aussi par TARGA qui a beaucoup, beaucoup travaillé là-dessus. On a accompagné beaucoup parce qu'on a fait des séminaires, on a fait des rencontres. On a organisé par exemple pour toute la commission la visite de terrain, c'est à dire qu'on a conduit le président de la commission avec toute une équipe, ils sont allés voir dans le haut Atlas les endroits où on travaille pour leur montrer quelle était la situation de la population, les attentes des populations.

Alors il y a des éléments qui ont été peut-être négligés par TARGA, en tout cas on n'a pas pris conscience de leur importance.

C'est par exemple l'éducation. Or, cette histoire d'éducation ressort très bien maintenant dans le nouveau modèle de développement, comme étant un facteur important. Au Maroc, malgré les fameux efforts dont j'ai parlé tout à l'heure à partir de 95 où il y avait le PERG, le PAGER, les grands programmes, énormes - le PERG, c'est pratiquement 28 milliards de dirhams qui ont été dépensés pour mettre à niveau l'électrification au Maroc, on est à peu près au même budget au niveau du PAGER, de l'eau potable - on a l'impression que le Maroc, enfin l'État, injecte de l'argent mais que ça ne bouge pas.

Il y a des secteurs extrêmement sensibles qui sont la santé et l'éducation, qui n'ont pas vraiment beaucoup évolué, pas en termes d'infrastructures mais en termes de qualité, de

qualité de services. Or, jusqu'à présent l'Etat a beaucoup, beaucoup travaillé sur la quantité, sur la proximité, la portée des infrastructures mais pas sur la qualité de leur fonctionnement, la qualité de service.

Et donc, si vous voulez on a une flopée de centres de santé installés partout dans le milieu rural, mais quand vous y allez, qu'est-ce qu'ils font réellement en termes de qualité de service ? C'est dérisoire. Il y a un changement énorme à faire à ce niveau- là. Pendant très longtemps, on a travaillé sur la quantité, et il est temps maintenant de travailler sur la qualité, que ce soit de l'éducation, de la santé et je pense que c'est vraiment le nouveau défi. Et pour répondre à votre question, est-ce qu'on a le sentiment d'avoir beaucoup changé ? Oui, sur la compréhension des mécanismes, sur un certain nombre de choses.

Mais réellement, tant qu'on n'a pas touché l'amélioration de la qualité du service public, notamment l'offre de la santé à la population, l'offre d'une éducation aux enfants, on va rester encore en retard. D'ailleurs ça énervait beaucoup les responsables de l'Etat de voir qu'on a injecté beaucoup d'argent, et on est toujours à 117, 118, 120, au classement international des pays en retard de développement.

Habib - Vous êtes optimiste là-dessus ?

Abdeslem - Oui, moi je dois rester optimiste bien sûr.

Habib - De, optimisme de la raison.

Abdeslem - Non, non, je suis optimiste. Mais la seule chose peut être qui est un peu décevante, c'est la vitesse du changement qui est lente, on est sur un changement mais on a vraiment espéré que ces changements seraient plus rapides.

Habib – Merci infiniment.